

Nicolas Sarkozy va découvrir qu'en Chine, la rupture, c'est difficile

La grande question qui préoccupe – ou préoccupait – Pékin avant la visite de Nicolas Sarkozy en Chine est celle de la rupture. Un vocabulaire jugé dangereux pour définir une relation que les Chinois ont toujours voulu présenter comme « particulière ». Contrairement à son prédécesseur, Nicolas Sarkozy ne semble pas avoir d'affinités particulières avec la culture chinoise ou asiatique en général. On se souvient de sa réflexion sur le sumo lors d'un précédent voyage en Chine. Il a au contraire souvent témoigné de ses affinités et de son amour pour la culture populaire américaine et les valeurs défendues par Washington.

Sur l'échiquier idéologique, Nicolas Sarkozy semble en effet très loin d'une République populaire de Chine qui fonde une partie de son « soft power » sur la projection d'un nouveau modèle qui allierait avec succès, ouverture économique et stabilité, qui en Chine passe par la survie institutionnelle du léninisme.

Pékin a observé également avec attention la visite du président Sarkozy en Russie, la complicité affichée avec Vladimir Poutine n'interdisant pas le rappel des principes sur la question tchétchène ou celle des droits de l'homme.

Enfin, en Europe, il y a l'exemple, jugé désastreux par les dirigeants chinois, de l'Allemagne, longtemps pilier avec la France du jeu chinois sur le continent, dont la chancelière, après les Etats-Unis, l'Australie, le Canada et le Japon vient de recevoir le dalaï-lama dans un acte de défi ouvert à la capacité d'influence des autorités chinoises.

Le positionnement futur, et encore incertain, du président Sarkozy face à la Chine, est donc

essentiel dans les équilibres stratégiques que la Chine souhaiterait voir préserver au sein de l'Union européenne et face aux Etats-Unis. Pékin a observé avec autant d'attention l'évolution du rapprochement entre Paris et Washington, rythmé par plusieurs visites du président français, de nombreux entretiens avec le président Bush, et des déclarations qui suscitent en Chine des interrogations sur un éventuel retour de la France dans l'Otan.

De même, la radicalisation de la position française sur l'Iran est également interprétée à Pékin comme le signe de ce rapprochement stratégique entre Paris et Washington.

La France en effet s'était vu – avec la Russie – attribuer un rôle majeur de porte-parole de la multipolarité dans le cadre d'un dialogue stratégique bilatéral, présenté comme modèle du futur partenariat stratégique sino-européen. C'est ce rôle, ou cette mission, que la Chine craint de voir remis en cause par le nouveau président, limitant un peu plus la marge de manœuvre de la Chine sur la scène internationale.

Paris va occuper en 2008 la présidence de l'Union européenne. Pékin veut espérer qu'elle y jouera un rôle positif pour les intérêts chinois dans deux domaines clefs que sont la levée de l'embargo sur les ventes d'armes, à laquelle la Chine n'a pas renoncé, et l'attribution du statut d'économie de marché.

Sur ces deux points, si l'entourage présidentiel laisse percer une volonté de conciliation de la part de la France, rien n'est aujourd'hui tranché. Sur la question de l'embargo, le rôle de l'Europe et la règle de l'unanimité demeurent essentiels, même si le président

Sarkozy peut espérer convaincre les Chinois de l'importance de son rôle d'éventuel conciliateur avec les Etats-Unis en la matière. La question du statut d'économie de marché demeure difficile et le président français souligne régulièrement la nécessité pour la Chine de jouer le jeu de l'intégration à l'économie mondiale.

Les questions économiques et le retour de la croissance sont en effet au cœur de la légitimité présidentielle. En visite aux Etats-Unis, la question de la valeur du yuan a été spécifiquement mentionnée par le président lors de son discours devant le Congrès.

Si Nicolas Sarkozy semble vouloir choisir, face à la Chine, la voie de la continuité, la rupture pourrait surgir d'une éventuelle déception face à l'éventuelle insuffisance des offres chinoises en matière de rééquilibrage économique au-delà des grands contrats qui devraient être annoncés.

Nicolas Sarkozy semble en effet décidé à appliquer sans état d'âme ou attachement particulier à la spécificité de la relation franco-chinoise, les lois plus brutales du donnant-donnant. Tout en reconnaissant l'importance de la Chine, au niveau économique et stratégique, sur la scène internationale ; reconnaissance qui explique le choix symboliquement fort pour Pékin d'une première visite d'Etat en Asie qui se limite à la Chine, Nicolas Sarkozy sera sans doute soucieux, comme le sont d'ailleurs les Chinois eux-mêmes, de servir avant toute autre considération les intérêts de la France et d'une Europe plus forte. Ce souci bien compris de ses intérêts constitue sans doute le premier des points communs entre Pékin et Paris.

* Directrice du centre Asie
à l'Institut français des relations
internationales (Ifri).

Par Valérie Niquet *



« Sur l'échiquier
idéologique,
le président est très
éloigné d'une Chine
qui fonde une partie
de son "soft power"
sur la projection
d'un nouveau modèle
alliant ouverture
économique
et stabilité »